

Edito

L'assemblée générale 2008 du CADTM France aura lieu le samedi 29 novembre 2008, à l'AGECA, 177 rue de Charonne, Paris 11e.

Moment important de la vie d'une association, elle sera l'occasion de dresser le bilan de l'année écoulée et de tracer des perspectives de réflexion et d'action pour les mois à venir.

Pour des raisons pratiques, nous demandons à tous les adhérents du CADTM France qui souhaitent prendre part à cette assemblée générale de nous le faire savoir avant le 24 novembre, ou bien par e-mail à france@cadtm.org, ou bien en écrivant au CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau.

Le Conseil d'administration, élu pour deux ans, doit être réélu à l'occasion de cette assemblée générale. Aussi nous demandons à tous les adhérent-e-s qui souhaitent présenter leur candidature au CA de le faire savoir impérativement avant le 24 novembre. Rappelons que les groupes locaux ont systématiquement un-e représentant-e au CA. Les statuts sont disponibles sur demande et pourront être consultés sur place.

Le programme prévu est le suivant :

- 9h30 : accueil
 - matin : présentation et vote du rapport d'activités et du rapport financier ; débat sur le fonctionnement interne
 - midi : repas pris ensemble dans une pizzeria
 - après-midi : bilan de l'action des groupes locaux ; implication dans le réseau international ; élection du nouveau CA.
- Fin prévue à 18h.

On espère vous y rencontrer et construire avec vous le CADTM de l'an prochain.

 L'équipe du CADTM France



Image extraite de la BD "Le Système Dette" (voir p.7)

Agenda

18-11 | Grenoble (38)

de 12h30 à 14h Conférence/débat : "Dette et Banque du Sud en Amérique latine"

18-11 | Grenoble (38)

20h30 Conférence/débat : "Néolibéralisme et construction d'alternatives en Amérique latine"

18-11 | Montpellier (34)

20h30 Table ronde "La crise alimentaire mondiale et la société civile" avec Victor Nzuzi

19-11 | Montpellier (34)

17h15 La dette à l'université, Victor Nzuzi

19-11 | Grenoble (38)

20h Projection "La fin de la pauvreté ?", Nicolas Sersiron

20-11 | Toulouse (31)

19h30 Rencontre avec Victor Nzuzi

20-11 | Reims (51)

19h30 Projection du film : "Dem Walla Dee", Nicolas Sersiron

21-11 | Sarcelles (95)

19h30 Projection du film : "Dem Walla Dee", Olivier Chantry et Victor Nzuzi

12-11 => 24-11 | Bailleul (59)

Exposition "Annuler la dette pour libérer le développement", à la mairie

24-11 | Aubervilliers (93)

École d'éducateurs, Nicolas Sersiron

25-11 | Nancy (54)

19h30 Rencontre avec Victor Nzuzi

28-11 | Paris

20h Conférence-Débat : "Un autre développement pour l'Afrique"

29-11 | Paris

9h30 Assemblée Générale Paris 11e

5-12 | Paris

AG Ritimo, Impact de la crise au Sud, Nicolas Sersiron

Tous les détails sur le site : cadtm.org

G20 : un scénario incohérent qu'il faut réécrire complètement

Le sommet du G20, regroupant les grands pays industrialisés et émergents, vient de se réunir à Washington. La crise financière internationale est profonde, les Bourses ont perdu près de 40% de leur capitalisation en octobre 2008, les marchés financiers sont suspendus aux décisions prises par les États pour apporter des remèdes qui éclairciront leur avenir bien assombri. Les feux de l'actualité internationale se sont braqués le temps d'un week-end sur Washington. Et pourtant...

Pourtant, que s'est-il passé à Washington ? Un spectacle affligeant, un scénario manquant franchement de crédibilité, mais trop peu de spectateurs s'en émeuvent. Dans les films policiers, il est assez rare que les clés du Palais de justice soient confiées aux coupables d'un crime abominable. C'est pourtant ce que le G20 est en train d'organiser...

Depuis la crise de la dette de 1982, les grands pays industrialisés ont promu avec vigueur des mesures économiques néolibérales que le FMI et la Banque mondiale ont été chargés d'imposer aux pays en développement. En proie à un surendettement provoqué par la chute des cours des matières premières durant les décennies 1980-90 et à une hausse brutale des taux d'intérêt décidée par les États-Unis en 1979, le Sud a été contraint de réformer son économie pour pouvoir servir ses créanciers : au menu, dérégulation forcenée, privatisations massives, ouverture des marchés au profit des grandes entreprises des pays industrialisés, réduction des budgets sociaux et de la fonction publique... Tous les maux venaient du fait qu'il y avait trop d'État, et il fallait réduire son influence sur la sphère économique à tout prix, même – et surtout – s'il cherchait à défendre l'intérêt du plus grand nombre.

Pour les populations du tiers-monde, le remède imposé par le FMI, la Banque mondiale puis l'OMC, à la demande des dirigeants des pays du Nord, fut pire que le mal. Les émeutes anti-FMI se sont multipliées, par exemple quand le prix du


pain était doublé en une nuit. A l'exception notable de quelques gouvernements progressistes, souvent fortement déstabilisés en coulisses pour qu'ils rentrent dans le rang, la plupart des gouvernements du Sud ont appliqué ces mesures sans sourciller. Présentée comme indispensable à la création de richesse, la dérégulation économique a été étendue à la planète entière. Les institutions financières privées ont alors eu les mains libres pour inventer des produits financiers de plus en plus complexes dans le but d'engranger de plus en plus de profits, quitte à fermer les yeux sur les conséquences économiques réelles. Des montages financiers ahurissants ont été mis sur pied sans le moindre contrôle des autorités, et bien sûr sans aucune morale. Tant que cela fut possible, on a dissimulé la face obscure de cette dérégulation derrière de beaux petits chiffres de croissance, sans révéler que cette croissance concernait uniquement les plus riches et que l'on assistait en fait à une croissance prodigieuse des inégalités.

Puis vint le moment où il ne fut plus possible d'affirmer que la mariée était belle alors que sa robe était maculée de sang. La crise financière internationale s'est déclenchée en août 2007 et s'est aggravée durant l'année 2008. De grandes banques (Northern Rock, RBS, Bear Stearns, ING, Fortis, Dexia, UBS et tant d'autres), de grandes compagnies d'assurance (AIG), de grands organismes de crédit hypothécaire (Freddie Mac, Fannie Mae) ont appelé l'État à l'aide et il a souvent accepté de les renflouer ou d'organiser leur sauvetage. Mais au lieu d'en profiter pour reprendre le contrôle de cette mécanique inhumaine devenue folle, l'État a laissé le pouvoir de décision à ceux qui ont conduit l'économie mondiale dans l'impasse actuelle.

Ce sommet du G20 est révélateur du fait que les leçons n'ont pas été tirées. Les vieux démons du passé sont toujours là. Le FMI et la Banque mondiale, bien que délégitimés par l'échec des mesures imposées depuis 25 ans et par la crise de gouvernance qui les frappe depuis

quelques années (démission forcée de Paul Wolfowitz de la présidence de la Banque mondiale, démissions de Horst Köhler et Rodrigo Rato du FMI avant la fin de leur mandat, enquête récente autour de Dominique Strauss-Kahn au FMI), sont toujours au cœur des solutions proposées. La relance des négociations à l'OMC pour accroître la dérégulation économique, qui vient de faire la preuve de son échec, est remise sur le tapis. Alors que les prêts du FMI ne trouvaient plus preneur, la Hongrie, l'Ukraine et le Pakistan viennent de se porter volontaires. Contrairement aux dénégations des institutions concernées, les mêmes conditionnalités inadmissibles sont toujours de mise : en contrepartie du dernier prêt, la Hongrie a dû décider entre autre la suppression du 13e mois et le gel des salaires pour les fonctionnaires. Le Japon a même proposé de fournir jusqu'à 100 milliards de dollars au FMI pour qu'il puisse accroître ses prêts et poursuivre sa funeste action. Par ailleurs, la réunion de Washington pour trouver une solution mondiale à la crise actuelle ne se tient pas dans le cadre des Nations unies, mais dans le cadre restreint du G20. Ce sont donc les promoteurs d'un modèle injuste et non viable qui sont chargés de le tirer d'affaire. Les seules solutions proposées défendent l'intérêt des grands créanciers. Les populations et les pays pauvres n'ont toujours pas leur mot à dire.

Quand un scénario est aussi incohérent et aussi mal ficelé, on espère toujours un rebondissement final qui vienne apporter un peu de justice et de morale à l'ensemble. Ce rebondissement ne peut venir que des luttes sociales qui imposeront de par le monde une réorientation radicale des choix économiques. Et si le film finit aussi mal qu'il a commencé, le risque est grand que les spectateurs soient vraiment très mécontents et le fassent savoir aux vingt metteurs en scène de façon plutôt véhémente...

 Damien Millet – Éric Toussaint

Le Sud face à la crise de la dette au Nord



La crise actuelle a-t-elle des répercussions spécifiques sur les pays du Sud ?

Au Sud, la crise de la dette du début des années 1980 a été provoquée par l'augmentation des taux d'intérêt décidée par les États-Unis, entraînant une explosion des remboursements demandés aux pays du tiers-monde que les banques avaient incités à emprunter à taux variables. Dans le même temps, l'effondrement des cours des matières premières les plongeait dans la crise. Le FMI et la Banque mondiale ont alors imposé des réformes néolibérales qui ont

aggravé les conditions de vie de la majorité des populations du Sud.

Oui, la crise actuelle a des conséquences spécifiques au Sud. Alors que les gouvernements du Nord baissent les taux d'intérêts, ceux payés par le Sud augmentent car les banques privées du Nord rechignent à leur prêter et durcissent les conditions de prêts : les taux d'intérêts et les primes de risque grimpent. Par ailleurs, la chute de la croissance économique au Nord entraîne une réduction de la demande de matières premières, ce qui fait baisser leur prix

Crise financière

depuis quelques semaines. Les revenus d'exportation des pays du Sud sont en chute libre.

Partout dans les pays du Nord, qu'ils soient conservateurs ou sociaux-démocrates, les gouvernements ont été incapables de venir en aide à leur population dans le besoin, mais sont rapidement venus à la rescousse de grandes entreprises privées. La crise mondiale dont l'épicentre se trouve aux États-Unis et en Europe va toucher très durement les populations du Sud, déjà directement affectées par l'augmentation brutale des prix alimentaires et par les effets du changement climatique : les dépenses sociales vont encore se réduire alors que le chômage va s'accroître, d'autant que toute forme de protection a été laminée par les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale.

Quel est le poids de la dette publique au Sud aujourd'hui ?

En 2007, la dette extérieure des pays en développement était estimée à environ 3 360 milliards de dollars, dont 1 350 milliards à charge des pouvoirs publics. C'est une goutte d'eau dans l'océan des dettes à l'échelle de la planète : l'addition des dettes publiques et

privées aux États-Unis donne 50 000 milliards de dollars (350% du produit intérieur brut).

Mais aujourd'hui, contrairement aux années 1980, la dette interne des pays émergents pèse beaucoup plus que leur dette externe. La majorité des gouvernements du Sud consacrent entre 20 et 30% de leur budget au remboursement de la dette publique externe et interne.

Quelles sont les propositions du CADTM face à cette situation ?

Alors que les gouvernements du Nord sont englués dans la crise, les gouvernements de gauche des pays du Sud devraient faire un front pour le non paiement de la dette que le Nord leur réclame. Si au Nord on annule plus de 1 000 milliards de dollars de dettes douteuses, pourquoi ne pas annuler les dettes réclamées aux pays en développement ? A l'image du Venezuela, les gouvernements de gauche du Sud devraient décréter un contrôle strict sur les mouvements de capitaux et sur les opérations de change. Ils devraient retirer leurs réserves des banques du Nord et stopper l'achat des bons du Trésor des États-Unis. Les gouvernements devraient prendre le contrôle des banques privées sans indemnisation. Dans le cas de la

nationalisation de banques privées au bord de la faillite, il faut que le gouvernement récupère le coût de l'opération de sauvetage des dépôts des épargnants en prélevant une somme égale sur le patrimoine des grands actionnaires et des administrateurs. Au lieu de sauver les banquiers, il faut sauver l'épargne et le crédit populaires. Les pays du Sud devraient sortir de la Banque mondiale et du FMI et constituer - ou renforcer - une banque du Sud [1] qui devrait financer des projets publics permettant d'améliorer les conditions de vie du plus grand nombre. Il faut créer des cartels de pays producteurs de matières premières pour en stabiliser les prix. Il faut renforcer l'intégration Sud-Sud et se déconnecter partiellement du marché capitaliste mondial afin de renforcer un développement tourné vers la satisfaction des besoins des populations du Sud, notamment en réalisant la souveraineté alimentaire des pays du Sud. Une forte mobilisation sociale sera déterminante pour y parvenir.

 Damien Millet - Éric Toussaint [2]

[1] Une Banque du Sud a été créée par 7 pays d'Amérique latine (Argentine, Bolivie, Brésil, Equateur, Paraguay, Uruguay, Venezuela) en décembre 2007. Une autre Banque du Sud, appelée banque de l'ALBA, a été lancée en 2008

[2] Interview parue dans *Rouge* en septembre 2008

A l'origine du tsunami économique, la 2ème crise de la dette

Où comment l'appauvrissement du Sud s'étend au Nord

C'est le surendettement des ménages américains, imposé par des revenus en baisse continue, qui a provoqué la crise. Au cours des 2 dernières décennies la dérégulation ultralibérale a imposé aux salariés et petits entrepreneurs du Nord une perte de 10% dans le partage de la richesse produite au profit des détenteurs de capitaux. En France, sur la base de 1980, 180 milliards d'euros sont perdus d'un côté et entrent en supplément dans la poche des actionnaires. De très nombreux étasuniens, parfois sans retraite ni assurance santé, ont été obligés de travailler plus et de s'endetter dans des conditions catastrophiques. Les moins riches ont fait des emprunts hypothécaires à des taux variables de plus ou moins 18% sur 28 ans ou pire, pour tenter de maintenir leur niveau de vie. Intenable. La grande majorité a vécu sous perfusion bancaire. La fameuse croissance américaine, que la vieille Europe était incapable d'atteindre, se faisait à crédit. La montée du prix de l'immobilier ne pouvait être infinie, pas plus que les arbres ne montent jusqu'au ciel. Le prix de l'immobilier est retombé et l'escroquerie bancaire est apparue : le crash était inévitable.

Il y a 26 ans, le Mexique, premier d'une longue liste, a été mis en faillite, suite à la multiplication brutale par 3 de ses remboursements d'emprunts à taux variables et indexés sur les taux américains. C'était le début de la première

crise de la dette qui allait plonger dans la misère une grande partie des habitants de la planète : 1 milliard d'humains tente de vivre en état de sous-nutrition chronique et plus de 2 milliards sont en état de malvie.

Dans les pays en développement, ce sont les états qui ont été volontairement surendettés et poussés à la faillite. En comparaison des milliards qui sortent de partout aujourd'hui, on voit bien qu'il aurait été simple de les sauver, les sommes en jeu étaient autrement plus faibles. Dans le pays le plus riche du monde, ce sont les ménages qui ont été contraints au surendettement par l'injustice du partage. Et c'est le système maffieux des titrisations qui a fait tomber l'édifice financier construit sur l'arnaque des prêts subprimes.

Mais dans les 2 cas, c'est bien la dérégulation capitaliste qui est à la base de la catastrophe. L'ultralibéralisme, dans la bouche de la majorité des commentateurs médiatisés, était la voie unique, le sommet ultime du capitalisme et de la civilisation humaine.

Dans ces deux crises de la dette, ce sont les banques privées, responsables et coupables, qui sont sauvées de la faillite, mais ce sont les salariés et petits producteurs manipulés, qui sont ou seront contraints de rembourser les pertes.

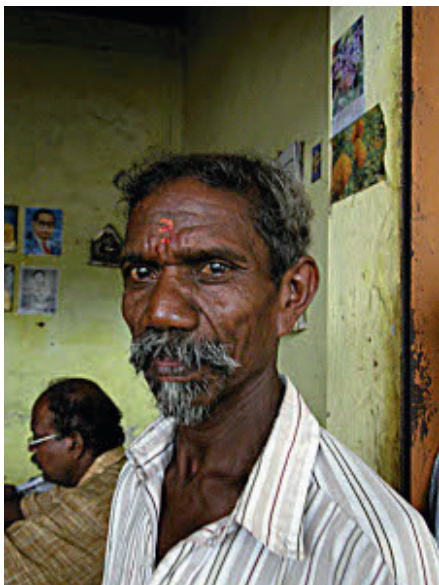
Au cours des années 80, ce sont le FMI et la BM [1] qui ont imposé ce sauvetage de la finance internationale aux populations des pays en développement. Dans les pays industrialisés c'est au nom de la

défense de l'économie mondiale que les gouvernements et les banques centrales sont en train de brutalement endetter les populations, sans le dire. La communication gouvernementalo-médiatique se fait dans un brouillard volontaire. Alors que chacun cherche à comprendre, attend des explications, l'urgence est utilisée pour masquer un déficit de démocratie, lourd de conséquences pour les années à venir. Si la majorité de la population comprenait le hold up qui se joue actuellement sur son avenir, elle serait dans la rue jusqu'à l'abandon du vol énorme que constitue le sauvetage des banques par l'état, sans nationalisations.

Un retour en arrière sur la première crise de la dette, qui a débuté en 1982, peut nous aider à traverser le rideau de fumée généré par les décideurs. L'énorme montée des taux a rendu impayables les contrats d'emprunts faits par les pays du Sud auprès des banques du Nord. Le FMI est alors intervenu comme prêteur en dernier recours. Il a choisi de sauver les banques du Nord, et d'imposer les PAS (Plans d'ajustement structurel) aux pays en faillite. Il a ainsi contraint les populations des pays pauvres à rembourser par leur travail et leurs impôts ces dettes illégitimes. Pour payer intérêts et capital, de nouveaux emprunts, indispensables et à taux élevés, ont entraîné une spirale d'appauvrissement sans fin. Sous-nutrition, émeutes de la faim, exportations agricoles au détriment des agricultures vivrières, dictatures soutenues financièrement par la Banque mondiale, guerres civiles, corruption des dirigeants du Sud organisée par le Nord,

Crise financière

états dévalués, santé et éducation sacrifiées aux remboursements, pillage des matières premières par les transnationales, absence d'entretien et de construction d'infrastructures en sont les conséquences visibles.



Chef tribal en lutte contre l'usine Coca-cola de Plachimada au Kerala - N.Sersiron

C'est ainsi que le libre-échange, catastrophique pour les plus faibles, a été imposé aux pays en développement (PED), par les puissants pays industrialisés. Ils ont utilisés le FMI et la BM, comme des outils pour faire progresser l'économie-idéologie ultra-libérale sur toute la planète. Ces institutions ont été les courroies de transmission d'un transfert de richesses, colossal et assassin, du Sud vers le Nord. Non, les pays riches n'ont pas aidé les pays pauvres. Pire, c'est au prix de leur sous-nutrition que les populations du Sud ont enrichi les pays du Nord, surtout leurs financiers. Entre 1985 et 2007, l'équivalent de 7,5 plans Marshall soit 759 milliards \$ en dollars réactualisés, sont partis vers les créanciers du nord pendant que le stock de leurs dettes doublait.

En Europe, aux États-Unis, (Thatcher, Reagan) les gouvernements et les grands actionnaires ont imposé, au nom du nouveau libéralisme, la dérégulation à l'intérieur et le libre-échange à l'extérieur. Cette concurrence déloyale s'est traduite par un glissement vers le moins disant

social. Et si les conditions de travail aux États-Unis et en Europe ne sont pas encore celles de la Chine, c'est bien leurs dégradations et la baisse de leurs revenus qui a produit le catastrophique endettement des ménages (l'endettement moyen aux EU est de 140% de leur revenu annuel). « *La question est maintenant de savoir comment, avec la fin de la mécanique des subprimes, on va donner aux américains les moyens financiers de continuer à vivre aux frais de la planète.* » E. Todd

En Europe comme aux EU, les gouvernements sauvent les banques et les assurances mais ne changent pas le système : ils communiquent sur des améliorations marginales ! Le faux magicien Sarkozy tente de faire croire aux français qu'il va "moraliser le capitalisme". La réalité est simple : les centaines de milliards, qui sont prêtés ou donnés, sont autant de déficits qui vont alourdir la dette publique. Ce sont les populations par leur travail et leurs impôts (TVA surtout) qui les rembourseront car ce sont elles, derrière les gouvernements, les vrais prêteurs.


Pourquoi l'État ne devient-il pas propriétaire de ces sociétés financières au minimum, à hauteur des sommes qu'il injecte ? Alors qu'elles ont distribué des bénéfices colossaux à leurs actionnaires pendant des années, pourquoi ne demande-t-il pas le retour de cet argent ? De plus, il est possible que les banques utilisent une partie de ces prêts-dons publics pour acheter les bons du trésor, émis par l'État emprunteur pour les sauver. Car ce sont des valeurs autrement plus sûres que leurs créances pourries... « *l'aventure des subprimes... est la plus grande escroquerie financière de l'histoire de l'humanité.* E.Todd. Elle sera payée par les populations de la planète si elles ne se révoltent pas. Et la conséquence en sera une forte dégradation de leur niveau de vie.

L'histoire des 25 dernières années, dans la majorité des pays du Sud, montre qu'une dette publique trop lourde - 30 à 40% des budgets des PED sont consacrés aux remboursements - illégitime, voire odieuse,^[2] a abouti à une paupérisation catastrophique des peuples et à une profonde dévastation de la nature. Comment croire que le FMI, rejeté par tous les PED, puisse gérer la crise ? La

moitié des habitants de la planète, la Chine plus l'Inde, ont moins de droits de vote à son assemblée que le Japon (6,01% contre 6,02%). Alors que l'UE plus les États-Unis, qui ont un droit de veto, totalisent plus de 50%.

De vraies lueurs d'espoir s'allument en Amérique du sud. Remercions W.Bush, ce dramatique crétin-menteur, de s'être embourber dans 2 guerres contre le terrorisme. Il a permis à des peuples - en lutte contre l'oppression capitaliste depuis des siècles - d'élirent des gouvernements démocratiques. Avant la victoire d'Obama l'afro-américain, l'indien Evo Morales avait été élu à la tête de la Bolivie. Chavez au Venezuela, Raphaël Correa en Équateur, Lula au Brésil, Lugo au Paraguay sont des dirigeants démocrates qui travaillent réellement pour les populations d'en bas qui les ont élu, même si leurs chemins sont très différents.

Ils viennent de fonder la Banque du Sud, qui, gérée démocratiquement, financera la réalisation de projets pour le développement des populations. A la différence de la BM qui, comme le FMI, fonctionne au vote censitaire, et n'a financé, schématiquement, que des projets d'exportation de matières premières. Ces peuples ont élu des gouvernements qui se rapprochent, sans violence, les richesses naturelles de leurs pays. Après audit, certains refusent de payer les dettes injustifiables. Ils créent entre eux de nouveaux échanges solidaires comme Petrocaribe dans lesquels le pétrole est vendu sous le prix du marché ou échangé contre des services (médecins au Venezuela). Par ailleurs, l'ALBA ^[3] qui regroupe plusieurs pays, est une alternative au libre-échange et à la dérégulation, un espace de solidarité et de coopération entre des peuples libres, un modèle en construction pour un autre futur planétaire.

 Nicolas Sersiron

[1] Banque mondiale, Fonds monétaire international

[2] La dette odieuse correspond à une jurisprudence internationale. N'a pas à être remboursée, une dette qui n'a pas profité aux populations, a été contractée sans son accord alors que le prêteur avait connaissance de ces faits.

[3] L'ALBA : Alternative bolivarienne pour les Amériques.

La crise de la dette, quelles ressemblances avec la crise des subprimes de 2007 ?

Depuis août 2007, les banques nord-américaines et européennes sont sous les feux de l'actualité à cause de la crise très sévère qu'elles traversent, et qu'elles font traverser au système économique néolibéral dans son ensemble. Le montant total des dépréciations d'actifs auxquelles elles ont dû procéder se compte en centaines de milliards de dollars ^[1].

Comment les banques ont-elles pu construire un montage de dettes aussi irrationnel ? Pour placer leurs liquidités et engranger des profits faramineux, les organismes de crédits hypothécaires ont prêté à un secteur de la population déjà fortement endetté, au sein des classes pauvres ou moyennes. Les conditions de ces prêts constituent une véritable arnaque : le taux est fixe et modéré au cours des deux premières années, puis augmente fortement dès la troisième année (c'est la fameuse « subprime »). Les prêteurs affirmaient

Crise financière

aux emprunteurs que le bien qu'ils achetaient, qui servait de garantie au prêt, gagnerait rapidement de la valeur grâce à l'augmentation des prix du secteur immobilier. Le hic, c'est que la bulle du secteur immobilier a fini par éclater en 2007 et les prix ont commencé à baisser. Comme le nombre de défauts de paiement s'est considérablement accru, les organismes de crédit hypothécaire ont éprouvé des difficultés à rembourser leurs dettes. Les grandes banques, pour se protéger, ont refusé de leur octroyer de nouveaux prêts ou ont exigé des taux beaucoup plus élevés. Mais la spirale ne s'est pas arrêtée là car les banques avaient acheté les créances hypothécaires en très grande quantité, et largement hors bilan en créant des sociétés spécifiques appelées Structured Investment Vehicles (SIV), qui finançaient l'achat de créances hypothécaires à haut rendement transformés en titres.

A partir d'août 2007, les SIV, dont la santé et la crédibilité s'étaient fortement détériorées, ont manqué de liquidité pour acheter les crédits hypothécaires titrisés et la crise s'est amplifiée. Les grandes banques qui avaient créé ces SIV ont dû assumer les engagements de ceux-ci pour éviter qu'ils ne tombent en faillite. Alors que jusque-là les opérations des SIV ne faisaient pas partie de leur comptabilité (ce qui leur permettait de dissimuler les risques pris), elles ont dû reprendre dans leur bilan les dettes des SIV.

Résultat : panique à bord ! Plusieurs segments du marché de la dette se sont effondrés, entraînant dans leurs déboires les puissantes banques, les hedge funds, les fonds d'investissement qui les avaient créés. Le sauvetage des institutions financières privées a été réalisé grâce à l'intervention massive des pouvoirs publics. Privatisation des bénéfices, socialisation des pertes ont encore une fois été de mise.

Mais une question se pose : pourquoi les banques, qui n'ont pas hésité à effacer des dettes douteuses par dizaines de milliards de dollars, ont-elles toujours refusé d'annuler les créances des pays en développement ? La preuve est faite que c'est parfaitement possible et tout à fait nécessaire. En 2007, la dette à long terme des pouvoirs publics des PED envers les banques internationales atteignait 201,4 milliards de dollars [2]. Depuis août 2007, elles ont déjà dû effacer un montant bien supérieur...

Les grandes banques privées ont donc triplement fauté :

- elles ont construit de désastreux montages de dette privée qui ont conduit à la catastrophe actuelle ;
- elles ont prêté à des dictatures et ont obligé les gouvernements démocratiques qui ont succédé à rembourser jusqu'au dernier centime cette dette odieuse ;
- elles refusent d'annuler des dettes des pays en développement alors que leur remboursement implique une détérioration des conditions de vie des populations.

Au lieu de reconnaître leurs erreurs et d'en assumer toutes les conséquences, les grandes banques ont alors fait appel à celui dont elles dénigrent l'action à longueur de temps : l'Etat. Elles n'ont pas hésité à quémander une action publique forte de la part d'un Etat qu'elles jugent en général bien trop interventionniste. Pour elles, les pouvoirs publics doivent se plier aux lois du marché qui seules permettraient d'allouer efficacement les ressources et de fixer les prix à leur juste montant...

Comme de simples subordonnés, les pouvoirs publics des Etats-Unis et d'Europe se sont exécutés : on ne refuse rien à des dirigeants de grandes banques qui soutiennent les principaux candidats à l'élection présidentielle et qui évoluent dans les mêmes cercles fermés... Les gouvernants se sont donc empressés d'aller à la rescousse du privé. Au menu : nationalisation de banques en difficulté, échanges de titres dépréciés contre de l'argent frais (pour plus de 200 milliards de dollars aux Etats-Unis), injection de liquidités, plans de sauvetage, baisse des taux d'intérêts...

Aux Etats-Unis, 84 sociétés de crédits hypothécaires ont fait faillite ou cessé partiellement leur activité entre le 1er janvier et le 17 août 2007, contre seulement 17 sur toute l'année 2006. En Allemagne, la banque IKB et l'Institut public SachsenLB ont été sauvés d'extrême justesse. En Grande-Bretagne, la crise a jeté au tapis la banque Northern Rock en septembre 2007 qui a finalement été nationalisée en février 2008. Une fois l'entreprise remise à flot aux frais de la collectivité, elle sera rendue au privé. Le 13 mars 2008, le fonds Carlyle Capital Corporation, connu pour sa proximité affichée avec le clan Bush, s'est effondré : ses dettes représentaient 32 fois ses fonds propres. Le lendemain, la prestigieuse banque Bear Stearns (cinquième banque d'affaire aux Etats-Unis), à cours de liquidités, a appelé à l'aide la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) pour obtenir un financement d'urgence. La banque JP Morgan Chase a ensuite racheté Bear Stearns à prix bradé.

Soumettre la gestion de l'économie mondiale à la logique du profit maximum représente un coût énorme pour la société. Les banques ont joué avec l'épargne et les dépôts liquides de centaines de millions d'individus. Leurs errements conduisent à des pertes énormes et à des drames humains.

« Les marchés ont toujours raison. »

Michel Camdessus, directeur général du FMI entre 1987 et 2000

Entre Nord et Sud, les ressemblances sont frappantes. Au Sud, la crise de la dette du début des années 1980 fut provoquée par l'augmentation unilatérale des taux d'intérêt par les Etats-Unis, entraînant une explosion des remboursements demandés aux pays du tiers-monde que les banques avaient incité à

emprunter à taux variables dans le même temps, l'effondrement des cours des matières premières les empêchait de pouvoir faire face, les plongeant de manière brutale dans la crise. Le FMI, téléguidé par les Etats-Unis et les autres grandes puissances, a alors imposé aux PED des réformes drastiques : réduction des budgets sociaux, libéralisation totale et immédiate de l'économie, abandon du contrôle des mouvements de capitaux, ouverture complète des marchés, privatisations massives... Mais contrairement à ce qui se passe en 2008 au Nord, l'Etat du Sud s'est vu interdire de baisser les taux d'intérêts et de fournir des liquidités aux banques, ce qui a provoqué des faillites en cascade et de très fortes récessions. Finalement, comme en 2008 au Nord, les PED ont été contraints de renflouer les banques en difficulté avant de les privatiser au profit des grandes sociétés bancaires nord-américaines ou européennes. Au Mexique, le coût du sauvetage des banques dans la deuxième moitié des années 1990 a représenté 15% du PIB. En Equateur, une opération identique réalisée en 2000 a coûté 25% du PIB. Dans tous les cas, la dette publique interne a grimpé fortement car le coût du sauvetage des banques a été supporté par l'Etat

La crise internationale qui a découlé de la crise des subprimes aura un coût énorme. Dans un rapport publié en avril 2008, le FMI a chiffré ce coût à 945 milliards de dollars pour le système financier international, dont 565 milliards pour le secteur des prêts hypothécaires à risque. Les ministres des Finances du Nord ont vivement réagi [3], comme s'il était dangereux de montrer l'étendue des dégâts. Partout dans les pays du Nord, qu'ils soient conservateurs ou sociaux-démocrates, les gouvernements appliquent des politiques néolibérales particulièrement brutales pour la majorité de leurs concitoyens. Incapables de venir en aide à leurs populations dans le besoin, ces mêmes gouvernements sont pourtant rapidement venus à la rescousse du privé.

La déréglementation économique des dernières décennies a tourné au fiasco. La seule issue valable est un renversement total des priorités : des contraintes très strictes pour les entreprises privées, des investissements publics massifs dans des secteurs permettant de garantir les droits fondamentaux et de protéger l'environnement, la récupération par les pouvoirs publics des leviers de décision pour favoriser l'intérêt général. Il s'agira du premier pas pour rendre à la finance le rôle qui lui revient, celui d'outil au service de l'être humain. De tous les êtres humains.

[1] Pour une analyse détaillée de la crise des subprimes, lire Eric Toussaint, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM-Syllepse, 2008, chapitre 9.

[2] Banque mondiale, *Global Development Finance 2008*.

[3] Dépêche AFP, « Les pays riches reprochent au FMI son chiffrage trop sévère de la crise », 10 avril 2008.

L'annulation de la dette provoquerait-elle une crise financière mondiale ?

La dette extérieure publique de l'ensemble des PED, estimée à 1 350 milliards de dollars, constitue un fardeau insupportable pour les faibles capacités financières des pays du Sud. Cependant cette dette représente bien peu en comparaison de l'énorme endettement au Nord.

A la fin 2007, la dette publique de la Triade dépassait 30 000 milliards de dollars, soit plus de 22 fois la dette extérieure publique des PED [1].

En 2007 toujours, les dettes totales aux États-Unis (celles des pouvoirs publics, des ménages et des entreprises) représentaient 49 000 milliards de dollars, soit 36 fois la dette dont nous réclamons l'annulation.

Il est acquis que la dette extérieure publique des PED est inférieure à 2% des créances mondiales. Son annulation ne mettrait en aucune manière en péril le système financier mondial.

Il est intéressant également de comparer la dette extérieure publique d'un groupe de PED avec la dette publique de certains pays riches qui ont su y nouer des liens économiques très importants.

Par ailleurs, la crise de l'immobilier aux États-Unis en 2007 a fourni des données intéressantes pour enrichir l'argumentation. Le 9 août 2007, afin d'étouffer la crise qui couvait et de sauver la mise aux banques, la Banque centrale européenne a décidé de restaurer la confiance en agissant en prêteur en dernier ressort : en deux jours, elle a injecté la somme astronomique de 156 milliards d'euros, soit plus de 200 milliards de dollars. C'est un montant équivalent à la dette extérieure d'un PED très endetté comme le Brésil ou la Turquie... Entre août 2007 et juillet 2008, les banques ont effacé des créances douteuses pour un montant d'environ 400 milliards de dollars (et ce n'est pas fini). En agissant ainsi, elles démontrent malgré elles que l'annulation de la dette extérieure publique des PED envers l'ensemble des banques est parfaitement - et facilement - réalisable : ce qu'elles détiennent comme créances à long terme sur l'ensemble des pouvoirs publics des PED représente exactement 200 milliards de dollars, soit la moitié de ce qu'elles ont rayé dans leurs livres de compte en quelques mois.

Les créanciers de la dette extérieure publique des PED sont de puissants organismes privés, des États, des institutions multilatérales. Même si elle se compte en milliards de dollars, la dette des PED ne joue pas dans la même catégorie que les gigantesques sommes manipulées par la finance internationale. Tous ces créanciers ont gagné beaucoup d'argent avec la dette des PED, avec les privatisations aux quatre coins de la

planète, avec l'offensive néolibérale frappant l'ensemble des salariés et des petits producteurs au cours des vingt années passées. Ils se sont déjà largement remboursés des sommes prêtées et du risque pris à cette occasion. Il est temps de dire stop.

L'argument selon lequel l'annulation de la dette donnerait un mauvais exemple à tous les emprunteurs présents et à venir en aggravant l'aléa moral pesant sur les contrats de prêt est hypocrite et faux. Hypocrite car les marchés financiers, où règne la spéculation permanente, ne passent pas pour être des modèles de vertu, que l'on pense aux nombreux scandales révélés ces dernières années, de Enron à Parmalat en passant par EADS pour arriver à la crise des subprimes. Faux car les créanciers potentiels se rendant compte qu'un pays est susceptible d'annuler des dettes illégitimes, ils regarderont à deux fois avant de prêter dans le futur. Ils vérifieront que leurs prêts correspondent bien à des objectifs légitimes et sont contractés par des gouvernements démocratiques. Cela ne peut être que bénéfique.

Par ailleurs, le FMI et la Banque mondiale détiennent des ressources dont ils parlent rarement. Le FMI est un des plus importants détenteurs d'or de la planète : il possède depuis longtemps dans ses coffres 3 200 tonnes d'or [2]. Selon son rapport annuel 2007, la BIRD (branche principale de la Banque mondiale) réalise chaque année depuis 2004 environ 1,7 milliard de dollars de bénéfices et dans son rapport 2007, la ligne « *Capital et réserves disponibles* » indique 33,7 milliards de dollars.

Si une véritable annulation de dette ne leur permet plus d'assurer leurs fonctions actuelles, ces institutions disparaîtront. L'humanité ne s'en portera que mieux. Combien de crises financières et de catastrophes humaines faudra-t-il encore avant de réussir à empêcher Banque mondiale et FMI de nuire ? Comme le monde a besoin d'institutions multilatérales, elles devront être remplacées par de nouveaux organismes véritablement démocratiques et respectueux de leurs obligations internationales en matière de droit humains.

La bulle de l'endettement international est énorme. Une telle bulle a éclaté au Japon à la fin des années 1980 et il s'en remet à peine. Nous écrivions en 2002 : « *Il n'est pas exclu que les États-Unis, qui s'en sont sortis au cours des années 1980 et 1990 en faisant payer aux autres le coût de leur déficit et de leurs opérations militaires, soient rattrapés par la crise de la dette des entreprises, des ménages ainsi que par la crise boursière rampante en cours. Le coût du*

sauvetage risque d'être bien plus élevé que celui de l'annulation de la dette des PED. Entre le début de la chute des cotations boursières en 2000 et l'été 2002, plus de 15.000 milliards de dollars étaient partis en fumée. C'est près de dix fois la dette extérieure publique des PED. » Nous y voilà... La crise des « *subprimes* » qui a éclaté à l'été 2007 correspond à cette crise des dettes privées que nous anticipions dans le passage ci-dessus.

L'annulation de la dette extérieure publique des PED porte sur une somme trop peu importante pour provoquer une crise financière mondiale. En revanche, le maintien de cette dette à toutes les chances d'en provoquer une...

« *Les nations riches pourraient éliminer la dette de l'Afrique sans même s'en rendre compte au niveau économique.* »

Jesse Jackson, président de la coalition Arc-en-ciel, États-Unis

[1] Précisons qu'il nous semble nécessaire de prendre également des mesures concernant cette dette publique des pays riches qui est détenue en majorité par des institutions financières privées [voir Q58].

[2] En avril 2008, il a décidé d'en vendre 400 tonnes pour surmonter la crise qui le touche.

 Question 50 du nouveau livre
60 Questions 60 Réponses

« *Ces bailleurs de fonds nous ont été conseillés, recommandés. On nous a présenté des dossiers et des montages financiers alléchants. Nous nous sommes endettés pour cinquante ans, soixante ans et même plus. (...)*

On nous dit de rembourser la dette. Ce n'est pas une question morale. (...)

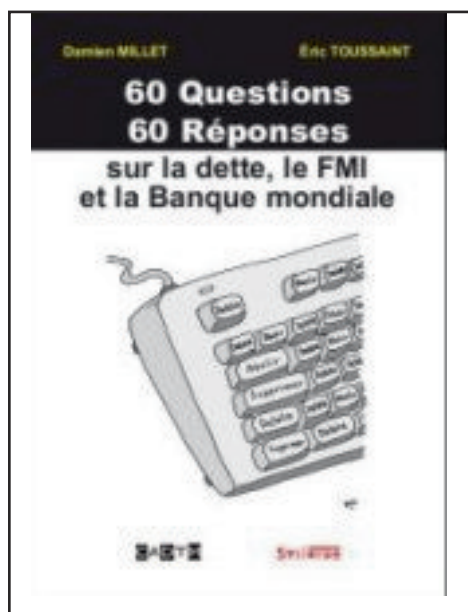
La dette ne peut pas être remboursée parce que d'abord si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Soyons-en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir. Soyons-en sûrs également. Ceux qui nous ont conduits à l'endettement ont joué comme au casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait point de débat. Maintenant qu'ils perdent au jeu, ils nous exigent le remboursement. Et on parle de crise.

Non, (...) ils ont joué, ils ont perdu, c'est la règle du jeu. Et la vie continue. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons pas de quoi payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous ne sommes pas responsables de la dette. »

Thomas Sankara à Addis-Abeba
29 juillet 1987

60 Questions 60 Réponses

sur la dette, le FMI et la Banque mondiale



Depuis la crise de la dette qui a éclaté en 1982, malgré leurs innombrables richesses naturelles et humaines, les pays du tiers-monde sont saignés à blanc. Le remboursement d'une dette devenue colossale prive leurs populations de la satisfaction des besoins les plus

élémentaires. La dette est devenue un mécanisme très subtil de domination et le moyen d'une nouvelle colonisation. La dernière initiative d'allègement de la dette, lancée en fanfare par le G8 en 2005, ne change pas la donne. Une approche radicalement différente doit être envisagée : l'annulation pure et simple de cette dette, illégitime et largement odieuse.

Ce livre répond à différentes objections. Une fois libérés de leur dette extérieure, les pays ne risquent-ils pas de retomber dans le piège d'un endettement insoutenable ? Les régimes dictatoriaux et corrompus ne vont-ils pas profiter d'une annulation de la dette ? Les contribuables des pays du Nord ne vont-ils pas faire les frais d'une annulation ? Chine, Amérique latine, fonds souverains, fonds voutours, quel rôle pour ces nouveaux acteurs de premier plan ? Le remplacement de la dette publique externe par la dette publique interne constitue-t-il une solution ? Quels liens entre la dette et la crise alimentaire mondiale qui a commencé en 2007-2008 ? Les auteurs montrent que l'annulation de la dette, condition nécessaire mais non suffisante, doit être accompagnée d'autres mesures. Ils posent aussi la question : qui doit à qui ? Ils soutiennent la demande de réparations.

Illustré de graphiques et de tableaux, cet

ouvrage montre clairement la responsabilité des promoteurs du néolibéralisme, des institutions financières internationales, des pays industrialisés mais aussi la complicité des dirigeants du Sud.

Six ans après la parution du livre "50 questions 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale" qui a été traduit en sept langues (anglais, arabe, coréen, espagnol, italien, japonais, portugais), Damien Millet et Éric Toussaint sortent cette version actualisée et complétée qui décrypte le discours officiel sur la dette et envisage les scénarios possibles pour sortir de l'impasse. Ils exposent les différents arguments moraux, politiques, économiques, juridiques, écologiques sur lesquels repose la revendication d'une annulation de la dette publique.

Par Damien Millet et Éric Toussaint

Ed. CADTM/Syllepse
390 pages format A5

Prix : 18 euros

ISBN Syllepse : 978 2-84950-17-33

ISBN CADTM : 978 2-930443-11-9

Commande sur le site
<http://www.cadtm.org>

Le Système Dette

Après le succès de « Dette odieuse », le CADTM sort sa deuxième bande dessinée !

« Le système Dette »

T1 : La Paz

Par Frédéric Chauveau et Damien Millet

Ed. CADTM/Syllepse

48 pages couleur format A4

Prix : 15 euros

ISBN Syllepse : 978 2-84950-200-6

ISBN CADTM : 978 2-930443-18-8

La BD sera en librairie à compter de janvier 2009 et sera envoyée aux abonnés CADTM au premier trimestre 2009. Pour la découvrir en exclusivité, vous pouvez la commander directement au CADTM (chèque à l'ordre du CADTM en précisant nom et adresse de livraison) :

CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau, France

E-mail : france@cadtm.org

Offre exceptionnelle de lancement :

12 euros la BD « Le Système Dette T1 »

10 euros l'unité pour toute commande de 10 exemplaires

16 euros le pack « Le Système Dette T1 » + « Dette odieuse »

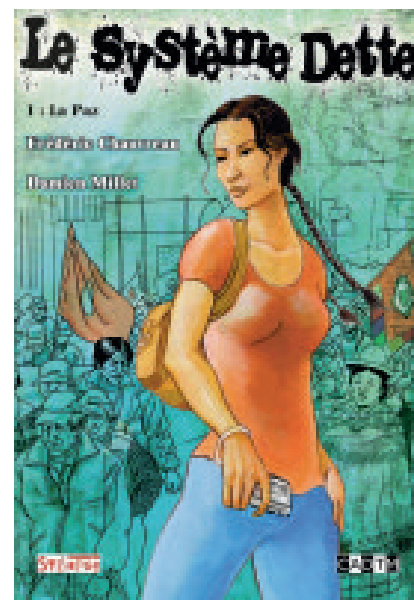
Frais d'envoi offerts par le CADTM

Octobre 2003, guerre du gaz en Bolivie. En plein soulèvement populaire, le président Sanchez de Lozada fait tirer sur la foule.

Alors que son ami Diego est blessé, la journaliste Juanita Vega rencontre Paul Martigny, un homme mystérieux qui leur vient en aide et veut lui faire ressentir les secousses du monde.

De Washington en Indonésie, du Koweït au Vietnam en passant par le Chili, Juanita va suivre la piste et découvrir les coulisses internationales depuis la seconde guerre mondiale. Au cours de cette enquête trépidante, Frédéric Chauveau et Damien Millet éclairent les bouleversements intervenus depuis la création du FMI et de la Banque mondiale voilà plus de 60 ans.

Luttes sociales, colonisation, émancipation, choc pétrolier, espionnage, dictatures, résistances, face cachée des institutions internationales, le cocktail est explosif. C'est celui de notre monde, dont la dette est un des centres nerveux. Le fameux « système Dette »...



BON DE COMMANDE SPECIAL « BD »

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

Je commande :

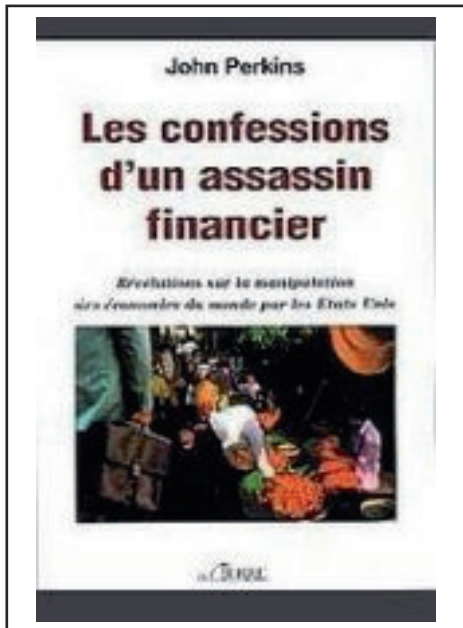
* ____ exemplaire(s) de la BD « Le système Dette T1 » à 12 euros port compris

* ____ paquet(s) de 10 BD « Le système Dette T1 » à 100 euros port compris

* ____ pack(s) « Le système Dette T1 » + « Dette odieuse » à 16 euros port compris

A retourner avec votre paiement au CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Les confessions d'un assassin financier



Les confessions d'un assassin financier
Auteur : John Perkins
Éditeur : Ariane
19,57€

Lu dans son anglais original. Le texte est limpide, facile et bien épuré dans le meilleur style des écoles d'écriture américaines inspirée du langage communicant. Autrement dit, c'est bien fait. Il ne faut pas avoir peur d'aborder ce livre, même si à la fin on se demande si on devrait pas, plutôt, avoir peur de l'état du monde.

L'auteur raconte une partie de sa vie professionnelle comme "tueur à gages" économique. Le rapprochement avec la terminologie maffieuse n'est pas du tout fortuit. Il est l'allégorie qui permet de saisir que les méthodes du "big business" et du crime organisé sont si interchangeables qu'ils ont le même rapport que la poule et l'œuf : lequel a engendré l'autre?

À travers plusieurs exemples de ses missions dans le domaine de la production de l'énergie, il est démontré comment les prévisions des futurs besoins des pays sont exagérés. Après tout, c'est le devoir de tout vendeur de convaincre son client qu'il a besoin de plus. Que ce soit des kilowatts ou des cacahouètes. Une fois que le client est convaincu, il commande des centrales électriques en rapport, des lignes haute tension, des infrastructures portuaires et de transport aussi. Il en découle que le volume de financement nécessaire, c'est pas "peanuts" non plus. C'est des remboursements à la charge de la population pour des décennies à venir. Encore heureux si le projet fini par fonctionner.

Pas seulement les populations sont endettées, avec tout ce que cela suppose, elles sont aussi "sauvées du communisme". C'est tout bénéfique, et le troisième larron, le politique, vient se joindre au crime et aux affaires de la même façon que le Saint Esprit complète le poulet et l'oeuf.

Ce livre est une lecture essentielle par la façon que l'argent, le pouvoir et la propagande sont clairement pointés du doigt comme éléments de lutte de classes, de civilisation, d'idéologie et de religion. Son intérêt, comme base de compréhension de la façon dont sont organisées les classes dominantes, est indéniable.

Nous savions que le monde des affaires n'a pas de moralité. Avec ce livre, nous voyons qu'il n'a pas non plus de loi à respecter. Utilisant toutes les possibilités de barbarie et de pillage sans aucun complexe. Blanchiment d'argent, prostitution, corruption, assassinat, spoliation, connivence des puissants, apparence de respectabilité sont traités dans le texte d'une façon qui permet de les situer dans le système oppressif qui maitrise le monde. Un livre qui raconte tout.

Les faits qui sont racontés ne sortent pas d'un polar. Mais il pourrait très bien en faire partie. Il est à souhaiter que John Perkins se mette aussi à écrire en forme de polars avec la même intensité d'informations et de conviction. Une fois commencé, le style si abordable et agréable amène le lecteur aisément vers la fin.

 Mike Krolikowski

Extraits d'une interview de John Perkins

AG : Pour qui avez-vous travaillé ?

JP : Et bien, la compagnie pour laquelle je travaillais s'appelait Chas. T. Main à Boston, Massachusetts. Nous avions environ 2000 employés, et je suis devenu leur économiste en chef. J'avais 50 personnes sous mes ordres. Mais mon véritable job était de conclure des affaires. J'accordais des prêts à des pays, des prêts énormes, qu'ils ne pouvaient pas rembourser. Une des clauses du prêt - disons 1 milliard de dollars pour un pays comme l'Indonésie ou l'Equateur - était que le pays devait retourner 90% du prêt à des compagnies états-uniennes, pour reconstruire des infrastructures, des compagnies comme Halliburton ou Bechtel. Ce sont de grosses compagnies. Ces compagnies ensuite construisaient des réseaux électriques ou des ports ou des autoroutes qui ne servaient qu'aux quelques familles les plus riches de ces pays. Les pauvres de ces pays se retrouvaient en fin de compte avec une dette incroyable qu'ils ne pouvaient absolument pas payer. Un pays aujourd'hui comme l'Equateur consacre 50%

de son budget national juste pour rembourser sa dette. Et il ne peut pas le faire. Ainsi nous les tenons à la gorge. Si nous avons besoin de plus de pétrole, nous allons voir l'Equateur et nous leur disons, « Bon, vous ne pouvez pas nous rembourser, alors donnez à nos compagnies les forêts d'Amazonie qui regorgent de pétrole. » C'est ce que nous faisons aujourd'hui et nous détruisons les forêts amazoniennes, obligeant l'Equateur à nous les donner à cause de cette dette. Ainsi, nous accordons ce gros prêt, et la majeure partie revient aux Etats-Unis. Le pays se retrouve avec une dette plus d'énormes intérêts et il devient notre serviteur, notre esclave. C'est un empire. Ça marche comme ça. C'est un énorme empire. Qui a eu beaucoup de succès. (...)

AG : Quelles étaient vos relations avec la Banque Mondiale ?

JP : Je travaillais en très étroite collaboration avec la Banque Mondiale. La Banque Mondiale fournit la majeure partie de l'argent utilisé par les tueurs à gages économiques, ainsi que le FMI.

http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=2816 (9 novembre 2004)

C'est la crise : j'adhère au CADTM !

NOM (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____ Mel : _____ @ _____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications :

[] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

Adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Claude Quémard

Mise en page : Yvette Krolikowski

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : à parution